

« Les jeunes sont favorables à la réforme des pensions »

PENSIONS Le patron de la FEB motive la réforme alors que les syndicats mobilisent

Pieter Timmermans

Né le 14 juin 1964 à Ninove, Pieter Timmermans, qui fut conseiller au Budget au sein du gouvernement Dehaene dans les années nonante, est administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique, l'organisation patronale faitière, depuis juillet 2012. (D.Ci)

- Pour Pieter Timmermans, le leader de l'organisation patronale, la réforme est indispensable si l'on veut financer le système pour les générations futures.
- « Une enquête de la FEB montre que deux tiers des travailleurs de moins de 34 ans sont favorables à la réforme. Les jeunes comprennent. »

ENTRETIEN

Nous lui demandons d'adresser un « message » aux manifestants, Pieter Timmermans s'exécute : « La réforme des pensions est un incontournable, on n'a que trop tardé. Tergiverser serait mettre en péril le système et laisser l'addition aux générations futures. » C'est cash.

Les grèves et manifestations n'y changent rien, pas davantage la journée d'action en front commun dans tout le pays ce mardi 2 octobre.

L'organisation patronale reste disponible, explique l'administrateur délégué de la FEB, la Fédération des entreprises de Belgique, pour la concertation sociale, notamment pour ce qui concerne la confection de la liste des métiers pénibles (on pourra partir avant 67 ans), mais la philosophie de l'opération, elle, n'est pas négociable.

La réforme des pensions est « indispensable », expliquez-vous. Elle n'est pas moins contestée par les premiers

intéressés, les travailleurs...

Une enquête réalisée, par mon organisation, auprès de 1.000 travailleurs et 462 employeurs a montré que, si une large majorité de ces derniers est favorable à l'allongement des carrières, 54% des travailleurs le sont aussi, et la proportion est de deux tiers pour les travailleurs de moins de 34 ans.

C'est significatif.

Les jeunes comprennent. Ne pas réformer aujourd'hui, ce serait laisser la facture aux générations futures.

Ces jeunes dont vous parlez, c'est la peur qui les guide, non ?

C'est une formulation négative, je dirais plutôt : il y a chez eux une inquiétude légitime. Les jeunes veulent des solutions maintenant. C'est juste.

Reste que la réforme n'a pas vraiment été négociée, que la concertation sociale a tourné court.

La FEB a toujours participé aux discussions, elle est toujours venue aux rendez-vous, bien entendu avec une idée maîtresse : la solidarité inter-générationnelle. Au contraire, privilégier le court terme, la défense des affiliés, voilà l'attitude des syndicats, et je dis que ce n'est pas constructif, que c'est refiler la facture à la génération suivante.

Moi, je ne veux pas que mes enfants soient les victimes d'un refus de réformer les choses ici et aujourd'hui.

Je reviens à votre question : je reste ouvert à la discussion sur la réforme des pensions, une discussion qui doit être globale selon nous. Celle-ci ne doit pas être limitée au premier pilier, comme le veulent les syndicats, mais s'étendre au deuxième pilier, s'agissant là des retraites au plan sectoriel et au niveau des entreprises.

L'avenir, c'est la combinaison entre le système par répartition - premier pilier - et par capitalisation - le deuxième.

Vous savez, dans tout cela, on aurait dû agir il y a 20 ans déjà. Dans la plupart des pays, la réforme est avancée.

Pas partout : l'opposition - Elio Di Rupo le fait systématiquement - cite le Canada de Justin Trudeau, qui a ramené la pension à... 65 ans.

Le vieillissement en Europe a une tout autre ampleur. Vous savez, l'équation est simple : l'espérance de vie augmente - heureusement, du reste -, les étudiants étudient plus longtemps, les travailleurs travaillent moins longtemps... Dans ces conditions, à moins de trouver du pétrole ou de l'uranium dans notre sous-sol, et de créer un fonds de pension pour la population avec l'argent ainsi récolté - la Norvège a fait cela, grâce à la découverte de gisements pétroliers -, il faut réformer le système, c'est un devoir. Les syndicats ont une autre idée pour le financement : taxer, taxer, taxer...

A propos de concertation, celle ayant trait aux métiers pénibles aboutira-t-elle dans cette législature ?

Je n'ai pas de boule de cristal mais, pour notre part, nous travaillons en ce sens.

Nos propositions sont claires : nous voulons des critères objectifs, concrets, je pense, par exemple, au travail de nuit.

Nous ne voulons pas d'un système complexe, qui se baserait sur des critères subjectifs et flous avec, au bout du compte, des « jalousies » entre travailleurs de différents secteurs, parce que les uns auraient droit au régime spécial et pas les autres.

Et puis, j'ajoute ceci :

à suivre la logique des syndicats, entre 50 % et 60 % des travailleurs auraient finalement un « métier pénible » ! Ailleurs en Europe où il y a un système comparable, c'est 3 % ou 4 % des travailleurs qui sont concernés. Vous voyez la différence.

Reste que les pensions en Belgique sont parmi les plus basses d'Europe. Les revaloriser, vous y pensez ?

Certainement. Revalorisons les pensions en nous attaquant aux poches de pauvreté, agissons donc de façon ciblée, via l'enveloppe bien-être. Plutôt que de donner un tout petit peu à tout le monde, comme le souhaitent certains, ce serait mieux de

soutenir davantage certaines couches de la population. C'est l'option de mon organisation. Voyons ensemble ce qu'il est possible de faire. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

« A moins de trouver du pétrole ou de l'uranium dans notre sous-sol pour le financer, il faut réformer le système des pensions »

journée d'actions Ce mardi, des grèves et des manifestations

Les syndicats avaient annoncé que la rentrée serait chaude. Elle l'est.

Après la manifestation des services publics de vendredi, qui a réuni 10.000 affiliés des trois syndicats à Bruxelles, de nouveaux mouvements sont attendus ce mardi.

1 Quelle est la nature du mouvement ? Les syndicats ont décidé d'organiser des actions dans tout le pays. A part à Liège, où les centrales ont appelé à une grève générale, les autres régions devraient plutôt observer des rassemblements et autres manifestations. Ce sera notamment le cas à Bruxelles où un cortège de 10.000 personnes est attendu en matinée. Cela n'empêchera pas des arrêts de travail éparés. On parle de perturbations à la Stib, à Bruxelles et aux TEC en Wallonie. Le président de la FGTB, Robert Vertenuel, aurait souhaité obtenir un mouvement de grève général dans tout le pays, mais les instances du syndicat socialiste en ont décidé autrement, ne souhaitant pas aller jusqu'à la grève. Les autres syndicats, la CSC et le syndicat libéral, n'étaient du reste pas prêts à suivre le président du syndicat socialiste.

2 Pourquoi les syndicats protestent-ils ? Vendredi, la réforme du congé de maladie des fonctionnaires était au centre du conflit. Ce mardi, c'est l'épineux dossier des pensions qui mobilise. Le gouvernement Michel, après avoir repoussé l'âge légal de la pension à 67 ans, a décidé de mettre en place un système de pénibilité. L'objectif est de reconnaître quelques critères qui peuvent induire qu'un métier est pénible. Dans un second temps, le gouvernement souhaite dresser une liste de métiers pénibles dans la fonction publique et dans le privé. Quand cette liste sera dressée, les titulaires de ces métiers pourront partir plus tôt que les autres à la retraite. S'ils devaient rester au travail, ils bénéficieraient alors d'un bonus de pension. Les critères de pénibilité sont définis, mais le blocage est intervenu au sujet de la liste.

L'administration fédérale (comme employeur) et deux des trois syndicats de la fonction publique sont parvenus à un accord sur une liste pour les fonctionnaires. Mais le gouvernement a refusé de l'avaliser, plusieurs partis estimant qu'elle était trop généreuse et entraînerait des coûts élevés pour la caisse des pensions. Des négociations sont

actuellement en cours pour dresser une liste dans le secteur privé. Mais là, les négociations bloquent. Les employeurs, représentés par la Fédération des entreprises de Belgique craignent qu'un trop grand nombre de métiers soit reconnus comme pénibles.

Les syndicats manifestent donc pour la reconnaissance large de ces métiers. Ils veulent aussi le retour de la pension à 65 ans, la réintroduction des crédits-temps de fin de carrière et une revalorisation de la pension légale. Même si la revendication n'existe pas comme telle, les syndicats entendent aussi tenter d'influencer le vote aux communales voire aux législatives pour que le MR perde du poids et que les réformes puissent être plus facilement démantelées.

3 Faut-il s'attendre à d'autres actions ? Les syndicats n'ont pas, à ce stade, annoncé d'autres actions. Ils attendent de mesurer la mobilisation de ce mardi. Ensuite, tout dépendra de l'évolution des négociations. En cas d'échec, d'autres mouvements pourraient intervenir autour de la seconde séquence électorale, en juin prochain. ■

BERNARD DEMONTY